

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°150

Le Coin des Epargnants

- Le tableau économique et financier
- Marchés sous influence monétaire
- Pétrole, rien à signaler
- L'euro peut-il repartir à la baisse ?

Si vous étiez absent cette semaine...

- Le ralentissement de la Chine, histoire d'une chronique déjà annoncée
- France, petit temps d'optimisme

Le Coin de la Conjoncture

- Brésil, du cirque et des jeux mais pas de croissance
- La Turquie à la recherche de sa voie

Le Coin des Tendances

- L'industrie, c'est le début de la fin
- Numérique, la France a peut-être perdu une bataille mais pas la guerre

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS

Le tableau financier de la semaine

	Résultats 23 oct. 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	4 923	+4,70 %	4 272
Dow Jones	17 647	+2,51 %	17 823
Nasdaq	5 031	+2,97 %	4 777
Daxx Allemand	10 794	+ 6,83 %	9 805
Footsie	6 444	+1,04 %	6 566
Euro Stoxx 50	3 425	+ 4,93 %	3 146
Nikkei	18 825	+2,92 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans (taux BDF 21 oct.)	0,9340 %	0,8340 %	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (23 oct.)	0,512 %	0,548 %	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans (23 oct. sept.)	2,08 %	2,026 %	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (23 oct. 17H00)	1,1011	-2,98 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars 23 oct. à 17H00	1 161	-1,44 %	1 187
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (23oct. à 17H00)	47,920	-4,98 %	57,54

Marchés sous influence monétaire

Les banquiers centraux sont-ils les nouveaux seigneurs de l'économie mondiale ou à minima des marchés financiers ? De Pékin à New-York en passant par Francfort, les banques centrales ont été, cette semaine, les meilleurs adjuvants des places financières. Le Nasdaq a franchi à nouveau la barre des 5000 points, barre qui se rapproche de nouveau pour le CAC 40.

La décision de la Banque Populaire de Chine (PBOC) d'abaisser une nouvelle fois ses taux directeurs, la sixième en un an, a dopé le moral des investisseurs. Les propos de Mario Draghi très offensifs ont conforté le mouvement de hausse et entraîné une dépréciation de l'euro à 1,10 dollar.

La semaine prochaine sera marquée par des rendez-vous importants avec notamment la réunion de la FED et celle du Comité central du Parti communiste chinoise, du 26 au 29 octobre à Pékin qui sera consacrée au 13^{ème} plan quinquennal, plan devant fixer les objectifs de croissance jusqu'à 2020.

Les déclarations des autorités monétaires sont intervenues au bon moment afin de détendre les taux des obligations d'Etat qui étaient en hausse toute cette semaine. Il est à noter que le taux de l'OAT à 10 ans a dépassé le 1 % le 20 octobre.

Pétrole, rien à signaler

Le pétrole est repassé sous la barre des 50 dollars le baril. La fermeture des gisements pétroliers américains a moins d'effet que le ralentissement voire la récession de plusieurs économies. L'hiver ne devrait pas changer la donne surtout s'il tarde à venir...

L'euro peut-il repartir à la baisse ?

Les déclarations de Mario Draghi ont joué un rôle indéniable dans la dépréciation du cours de l'euro. Evidemment, si la semaine prochaine, la FED augmentait ses taux ; il pourrait y avoir un accès de faiblesse de la monnaie européenne mais ce scénario n'est pas le plus probable. Les résultats économiques du troisième trimestre pourraient influencer sur la valeur des monnaies. Néanmoins, les Américains n'ont guère intérêt à laisser apprécier trop fortement leur monnaie.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE

Le ralentissement de la Chine, histoire d'une chronique déjà annoncée

La croissance chinoise était attendue en-dessous de 7 % en base annuelle pour le troisième trimestre. Cela a été confirmé lundi 19 octobre par les autorités chinoises. Le PIB a crû de 6,9 %. Les doutes sur la fiabilité des statistiques chinoises se font de plus en plus pressants. Certains considèrent que le ralentissement serait tout à la fois plus rapide et plus fort que ce que les autorités veulent bien nous faire entendre. Il n'en demeure pas moins que la production industrielle n'a progressé que de 5,7 % au troisième trimestre contre 6,1 % au deuxième. En revanche, le secteur des services connaît une croissance assez vive ; + 8,4 %. L'excédent commercial est en progression mais les évolutions sous-jacentes des importations et des exportations (sans prendre en compte les aléas conjoncturels) sont moins optimistes.

France, petit temps d'optimisme

Depuis la fin du premier trimestre, des doutes s'étaient faits jour sur la croissance de l'économie française. Le PIB a stagné entre mars et juin et sa croissance ne devrait être que de 0,3 % pour le troisième trimestre. La publication de l'indice sur le climat des affaires pour le mois d'octobre semble néanmoins prouver que la croissance résiste et même qu'elle pourrait être en hausse sur le quatrième trimestre. En effet, selon l'INSEE, au mois d'octobre, le climat des affaires en France s'améliore et atteint un plus haut depuis août 2011. L'indicateur atteint 101 et est donc à un niveau supérieur à sa moyenne de long terme (100). Le climat progresse de trois points dans les services et d'un point dans le commerce de détail. Il perd un point dans le bâtiment et dans l'industrie.

L'indicateur de retournement reste dans la zone favorable. L'indicateur de retournement pour l'ensemble de l'économie reste dans la zone indiquant une situation conjoncturelle favorable.

Cette progression est un bon signe pour la croissance du quatrième trimestre.

Indicateur de climat des affaires en France (source INSEE)



LE COIN DE LA CONJONCTURE

Brésil, du cirque et des jeux mais pas de croissance

L'élimination précoce de l'équipe de Brésil de la coupe du Monde de football était un mauvais présage. Force est de constater que depuis, l'économie brésilienne s'enfonce dans une récession sans précédent depuis les années 30. En plus du ralentissement économique qui frappe un grand nombre de pays émergents s'ajoute une crise politique majeure sur fond de corruption.

La contraction du PIB pourrait atteindre 3 % en 2016 et s'élever encore à près de 2 % en 2016. La sortie de récession ne pourrait intervenir qu'au cours du second semestre 2016. Au deuxième trimestre 2015, la chute de PIB a été sévère, 7,4 % en rythme annualisé.

Toutes les composantes de la demande interne ont apporté une contribution négative au PIB depuis le début de l'année. La consommation des ménages est également en baisse, -1,9 % au cours du premier semestre. Elle est pénalisée par le ralentissement du crédit et par la chute des salaires réels (-2,3 % sur les huit premiers mois de l'année). Par ailleurs, l'augmentation du chômage la handicape également. Il est passé en un an de 4,6 à 7,4 %. De plus, la rigueur budgétaire en cours s'est traduite par une baisse de la consommation et de l'investissement au sein du secteur public.

L'investissement public et privé a été en baisse de près de 10 % au cours du premier semestre.

Seule note positive et encore elle est relative, le commerce extérieur contribue désormais positivement à la croissance, les importations ayant reculé de 8,2 % et les exportations ayant progressé de 5,3 %.

Néanmoins du fait de la dépréciation de la monnaie, les termes de l'échange se sont dégradés. La perte est de 17 % pour les recettes d'exportations néanmoins compensée par la baisse de 21 % de la facture d'importations. Le déficit du compte courant s'est de ce fait contracté de 29 % sur un an à 46,1 mds de dollars entre janvier et août).

L'autre problème du Brésil est le maintien d'un fort taux d'inflation, 9,5% en septembre, provoquant une dégradation du pouvoir d'achat et alimentant un cercle vicieux de dépréciation de la monnaie.

Depuis l'été, du fait de la crise économique et politique, les investisseurs fuient le Brésil. Les sorties nettes d'investissement de portefeuille ont atteint depuis le début de l'année 7 milliards d'euros soit 44 % des sorties nettes enregistrées pour l'ensemble de l'Amérique latine. Les flux d'investissement direct étranger ont ralenti de près de 25 % sur 9 premiers mois de l'année. Cause et conséquence, le real brésilien a perdu 37 % de sa valeur face au dollar, la plus mauvaise performance parmi les grandes devises émergentes.

Les taux d'intérêt sont orientés à la hausse témoignant d'une défiance des investisseurs. Les niveaux de primes de risque suggèrent que ces derniers ne considèrent plus le Brésil en catégorie « investment grade ».

Les comptes publics enregistreraient un déficit de 9,2 % du PIB plombés par une charge d'intérêt en forte croissance du fait de l'augmentation des taux. Les débats sur la rigueur budgétaire sont houleux avec au sein même de la majorité des divergences. Du fait des faibles marges de manœuvre et d'une volonté politique affichée, la dette publique devrait atteindre 70 % du PIB dès 2016 et continuer à progresser durant plusieurs années.

Le Brésil traverse indéniablement une mauvaise passe, comme cela est assez fréquent pour un pays d'Amérique latine. Il n'en demeure pas moins que le pays dispose d'atouts importants. Son marché intérieur est un des plus importants au monde, 202 millions d'habitants, une classe moyenne est apparue, les richesses naturelles sont importantes, la présence de firmes multinationales dans de nombreux secteurs, la progression de l'éducation, le développement de la recherche...

Turquie à la recherche de sa voie



Les Turcs sont appelés à voter à nouveau pour élire leurs députés le 1^{er} novembre prochain. Cette élection anticipée intervient après que le parti AKP ait perdu sa majorité absolue lors du scrutin du 7 juin 2015 du fait de la percée du parti pro-kurde HDP qui a obtenu 13 % des voix lors des élections législatives du 7 juin dernier.

Du fait de l'incapacité des partis politiques à s'entendre pour constituer un gouvernement, de nouvelles élections ont été fixées le 1^{er} novembre.

La situation politique turque est d'une rare complexité. Le conflit syrien aux frontières sud n'arrange rien à la situation.

L'AKP a durci son discours et tente de reconquérir un électorat nationaliste. Par ailleurs, la Turquie développe une politique étrangère toute byzantine. Si elle est résolument anti Assad et donc antirusse, elle s'est montrée également complaisante vis-à-vis de Daech tout en apportant sur le sujet son soutien aux Etats-Unis et à l'Europe. Elle doit, en outre, gérer 2,2 millions de réfugiés. Cette agitation politique et géostratégique n'est pas sans lien avec l'attentat suicide du 10 octobre dernier à Ankara.

Le parti du Président Erdogan, l'AKP, pourrait s'entendre avec le CHP (parti kémaliste) qui avait obtenu 25 % des votes au mois de juin. Néanmoins, cet accord suppose que le Président Erdogan accepte de renoncer à son projet de présidentialisation du régime et de renouer les contacts avec les Kurdes.

Sur le plan économique, la Turquie, pays de 76 millions d'habitants, qui pouvait se targuer d'être devenue le deuxième pays industriel d'Europe après l'Allemagne doit faire face comme de nombreux pays émergents à une dégradation de sa situation économique.

Le PIB turc est de 820 milliards de dollars ce qui place le pays au 17^{ème} rang des puissances mondiales.

La croissance en 2015 devrait être de 2 % après 2,9 % en 2014 et 4,1 % en 2012. La Turquie se caractérise par un fort déficit de sa balance des paiements courants (plus de 5 % du PIB) qui rend nécessaire des entrées de capitaux en provenance de l'étranger. Par ailleurs, les tensions inflationnistes demeurent vives (de 5 à 9 % ces dernières années). Depuis deux ans, une accélération de l'inflation (9 % en 2014 et certainement plus de 8 % en 2015) est constatée. Elle est favorisée par la dépréciation de la livre turque (-20 % par rapport au dollar), elle-même alimentée par les sorties croissantes de capitaux. Cette inflation réduit le pouvoir d'achat des Turcs qui sont, en outre, confrontés à une hausse rapide des prix de l'immobilier. En effet, ces derniers augmentent deux fois plus vite que les salaires.

Du fait de la crise en Syrie, l'activité touristique qui représente plus de 3 % du PIB s'effondre. Les revenus issus du tourisme ont baissé de près de 14 % au deuxième trimestre or, il ne faut pas oublier que la Turquie est la 6^{ème} destination touristique mondiale. Les Russes sont moins présents du fait des difficultés économiques de leur pays (baisse de 25 % du nombre de touristes russes en un an).

Le chômage progresse dans ces conditions. Il s'élève à 9,3 % au premier semestre 2015 et atteint 18,5 % chez les jeunes de moins de 25 ans.

La dérive autoritaire du pouvoir de Recep Tayyip Erdogan dissuade les investisseurs internationaux d'investir en Russie et incite les Turcs à expatrier tout ou partie de leur patrimoine. Or, le modèle de développement de la Turquie a toujours reposé sur un accueil des capitaux extérieurs. C'était la ligne directrice des gouvernements depuis Mustafa Kemal, l'argent extérieur permettant de développer un secteur économique exportateur générant des revenus pour les ménages turcs.

La Turquie souffre, en outre, depuis plusieurs années du ralentissement de la zone euro. En effet, ce pays est un exportateur important de biens industriels à destination de l'Union européenne. En revanche, la Turquie bénéficie de la baisse des cours des matières premières du fait de sa forte dépendance en la matière.

Le déficit public pourrait s'accroître en 2016 du fait des incertitudes économiques. Si le gouvernement espère le contenir à 0,7 % du PIB, il pourrait néanmoins dépasser 2 % du PIB. La dette publique représente un tiers du PIB et demeure stable. La situation des finances publiques est mise à mal par le coût des réfugiés syriens. En quatre ans, la Turquie aurait dépensé près de 7 milliards de dollars pour gérer les réfugiés.

Du fait du ralentissement des exportations, les entreprises industrielles réduisent l'investissement. En outre, les entreprises turques doivent gérer le surinvestissement du début des années 2010. Elles essaient au mieux de réduire leur endettement en renégociant leurs prêts. Il en résulte une forte demande de crédits qui est déconnectée de l'investissement réel.

L'endettement total des sociétés non financières atteint 50 % du PIB. Les engagements en devise représentent les trois quart de l'endettement ce qui rend très vulnérables les entreprises turques aux fluctuations de change même si les prêts sont en grande majorité souscrits auprès d'établissements financiers turcs.

La Turquie doit faire face à une insuffisance de son épargne pour financer un endettement croissant. Par ailleurs, du fait sa dépendance extérieure tant au niveau des importations qu'au niveau des exportations, l'économie turque est très sensible aux variations de la conjoncture mondiale. Néanmoins, entre 2008 et 2009 et même depuis 2012, elle a su faire preuve de résilience au regard des chocs encaissés.

L'État turc entend poursuivre un vaste programme d'investissement afin de relancer l'économie. Il souhaite ainsi construire un pont sur le Bosphore et un troisième aéroport à Istanbul. Le plan, qualifié d'historique, entend également faire diminuer la dépendance énergétique turque.

LE COIN DES TENDANCES

L'industrie, c'est le début de la fin ?

La demande en biens industriels tend à stagner depuis la crise de 2008/2009. Plusieurs facteurs expliquent cette rupture. Les besoins en biens industriels diminuent relativement avec la montée des revenus. Par ailleurs, les besoins sont d'autant plus élevés que la population est jeune. L'élévation des revenus de la population des pays émergents et le vieillissement globale de la population mondiale pèsent sur la demande de biens industriels. L'époque est aux services, services à la personne, services de santé, tourisme, formation, éducation.... Certes, les besoins industriels de l'Afrique demeurent élevés mais ce sera le dernier continent à équiper. En outre, les nouveaux moyens de production numérique et les nouveaux modes de consommation changent le modèle. L'industrie devient de plus en plus une annexe des services.

Les pays émergents qui ont axé leur développement sur les échanges de biens industriels doivent modifier leur modèle. Ils doivent privilégier le marché intérieur et réduire leur dépendance aux exportations. Au niveau de la demande intérieure de ces pays, au-delà des problèmes de soutenabilité environnementale, les besoins en biens industriels restent élevés. Ainsi, à titre d'exemple, le nombre de voitures pour 1000 habitants était, en 2014, de 94 en Chine, de 795 aux Etats-Unis, de 604 au sein de l'Union européenne et de 626 au Japon. En 2000, il y avait seulement 12 voitures pour 1000 habitants quand ce ratio était de 785 aux Etats-Unis et de 473 pour l'Union européenne.

Néanmoins, le passage d'une production destinée aux consommateurs des pays avancés à une consommation au profit des habitants des pays émergents n'est pas simple. En effet, les pouvoirs d'achat ne sont pas les mêmes tout comme les besoins même si l'harmonisation des standards de consommation est très rapide. Les réseaux de distribution sont à réaliser tout comme les services après-vente.

Cette mutation est lente et coûteuse. Elle devrait aboutir, dans les prochaines années à de moindres créations d'emplois dans les pays émergents que dans le passé. Les services devraient en partie compenser cette baisse. Les recettes d'exportation devraient normalement diminuer. Pour éviter une rupture trop brutale avec le modèle passé, la Chine s'emploie à organiser un grand marché économique en Asie et à conquérir des parts de marché en Afrique.

Numérique, la France a peut-être perdu une bataille mais pas la guerre

Le Conseil d'Analyse Economique a rendu public une étude très détaillée sur les faiblesses et les forces de la France en matière de numérique.

Le CAE souligne que la France accuse du retard dans l'économie numérique par rapport aux autres pays de l'OCDE. Les secteurs des « TIC » ne représentaient que 4,33 % du PIB en France, contre une moyenne au sein de l'OCDE de 5,5 %.

Ce n'est pas le taux d'équipement des ménages qui posent le problème mais avant tout les questions de personnel et de financement. 83 % des ménages ont accès à Internet contre une moyenne de 81 % au sien de l'Union européenne. 68 % des Français utilisent Internet quotidiennement contre 65 % dans l'Union européenne, près de 40 % des Français possèdent un smartphone et même 75 % des 18-24 ans

Les entreprises apparaissent en revanche en retard par rapport à leurs homologues étrangères. C'est lié certainement au poids plus important des TPE en France.

En 2014, seulement 63,6 % des entreprises françaises disposaient d'un site Web, contre 76,2 % en moyenne dans l'OCDE. Seulement 17,1 % des entreprises françaises utilisaient les réseaux sociaux pour leurs relations clients, contre 25,2 % dans l'Union européenne.

La France doit faire face à un déficit de spécialistes des nouvelles technologies malgré ses atouts dans le domaine de la formation des mathématiques et ses écoles

d'ingénieur. Les « spécialistes TIC » ne représentent que 2,8 % de l'emploi, contre 3,5 % en Allemagne, 4,1 % aux États-Unis et 6,1 % en Finlande.

Selon des enquêtes internationales, les connaissances et les compétences des actifs pour le numérique et pour la mise en œuvre des changements organisationnels qui lui sont liés sont inférieures à la moyenne des grands pays de l'OCDE.

La France souffre d'un problème récurrent de financement. Il manque de fonds d'investissement de grande taille capables de prendre des risques importants sur des durées longues, ainsi que des « business angels ».

Par rapport aux États-Unis, la France est handicapée par l'absence de fonds de pension ou de fonds de dotation au sein des grandes universités qui abondent massivement les fonds de capital-risque américains. L'immobilier a capté une grande part de l'épargne des Français. Au niveau de l'épargne financière, ce sont les produits de taux qui ont la côte. En outre, autre grande différence avec les États-Unis, les startups françaises ne peuvent guère compter sur le financement par voie d'acquisition.

La diffusion des techniques numériques au sein des entreprises traditionnelles française suppose d'importants changements organisationnels. Or, les entreprises sont en France plus rigides, plus hiérarchiques, plus administrées que leurs homologues américaines.

Néanmoins, il faut souligner que la faiblesse relative du capital-risque est en partie compensée par des dispositifs de soutien aux entreprises en amorçage. Par ailleurs, les créateurs d'entreprise abusent de certaines dispositions du droit du travail. Ainsi, les jeunes startupers recourent à la rupture conventionnelle, mise en place en 2008. Elle permet aux salariés de quitter leur employeur pour créer leur propre entreprise tout en étant indemnisés par Pôle emploi. Le statut de jeune entreprise innovante (JEI), qui offre des avantages fiscaux et sociaux aux entreprises de moins de huit ans dont la R&D représente au moins 15 % des charges totales, est utilisé par la moitié des entreprises numériques. Le crédit d'impôt recherche (CIR) bénéficie à 75 % d'entre elles.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Lundi 26 octobre

Il faudra suivre la publication **des indices IFO** du mois d'octobre en **Allemagne**.

En **France**, seront connus les **résultats du chômage** au mois d'octobre.

Aux **Etats-Unis**, seront publiées **les ventes de maisons neuves** pour le mois de septembre.

Mardi 27 octobre

Pour la **zone euro**, seront communiqués **les prêts privés et la masse monétaire M3** pour le mois de septembre.

Au **Royaume-Uni**, sera attendu **le résultat du PIB** pour le 3^{ème} trimestre.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre la publication des **commandes de biens durables** pour le mois de septembre, de **l'indice Redbook** du mois d'octobre. Seront également rendus publics **les indices PMI de Markit** du mois d'octobre. Sera très suivie la publication de **l'indice de confiance des consommateurs** du mois d'octobre.

Au **Japon**, seront publiées les **ventes de détail** du mois de septembre.

Mercredi 28 octobre

En **Allemagne**, sera communiquée **l'enquête sur la confiance des consommateurs** du mois de novembre.

Au **Royaume-Uni**, il faudra suivre **la publication des prix des maisons**.

En **France**, sera attendue **la communication de l'indice de confiance des consommateurs**. Seront également communiquées **l'enquête de conjoncture auprès des ménages** pour le mois d'octobre et **la construction de logements** pour le mois de septembre.

Aux **Etats-Unis**, la **communication de la FED sur les taux** sera très attendue.

Au **Japon**, seront publiés **le taux de chômage et la production industrielle** de septembre.

Jeudi 29 octobre

En **France**, il faudra regarder **les dépenses de consommation** du mois de septembre.

En **Allemagne**, sera connu **le taux de chômage** du mois d'octobre.

Pour la **zone euro**, sera **communiqué l'indice de confiance des consommateurs** du mois d'octobre. Seront également rendus publics **les indices sur la confiance des consommateurs, le sentiment de services, le climat économique, le climat des affaires et le climat dans l'industrie** pour le mois d'octobre.

Au **Royaume-Uni**, le résultat du **crédit à la consommation** du mois de septembre sera connu.

En **Allemagne**, le résultat de **l'inflation** pour le mois d'octobre sera publié.

Aux **Etats-Unis**, seront communiquées les **promesses de ventes de maisons** du mois de septembre.

Au **Japon**, **l'indice des prix** du mois de septembre sera rendu public tout comme celui de Tokyo pour le mois d'octobre. Sera également publié **les dépenses des ménages** du mois de septembre.

Vendredi 30 octobre

Au **Japon**, il faudra suivre les déclarations **de politique monétaire**. Les résultats **des mises en chantier** du mois de septembre seront connus.

En **Italie**, **l'indice des prix à la consommation** sera publié pour le mois d'octobre.

Au **Royaume-Uni**, seront connues **les ventes de détail** du mois d'août.

Aux **Etats-Unis**, seront publiés **l'indice des prix** du mois de septembre et **les dépenses des ménages**. Sera également rendu public **l'indicateur de confiance des consommateurs Reuters/Michigan** pour le mois d'octobre.

Dimanche 1^{er} novembre

Elections législatives en Turquie



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----
Prénom -----
Fonction: -----
Organisme: -----
Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----
Pays
Tél.: -----
E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC